



COMMUNE D'OKOLA



Aline Modassié : une femme d'Impact à la tête de l'Ofrdpc

La Présidente de l'OFRDPC de la Lekié Sud, véritable source d'inspiration du leadership féminin et modèle de réussite pour les futures générations, est un témoignage de la force et du potentiel des femmes dans le développement socio-économique, dans cette commune située dans le département de la Lekié, région du Centre. La célébration de la 53e édition de la Fête de l'unité nationale, le 20 mai dernier, a permis au public, une fois encore, d'apprécier le dynamisme légendaire et le savoir-faire qui caractérisent cette grande dame à la main sur le cœur. **P. 6**

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Cameroun fait rayonner la diplomatie africaine



P. 3

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA BIODIVERSITÉ 2025

Actions et réalisations du Cameroun



P. 5

RECONSTRUCTION DE LA FALAISE DE DSCHANG

Le MINTP appelle à un esprit civique pour la sécurité sur le site des travaux



P. 8

COOPÉRATION CAMEROUN-ALLEMAGNE

LES AUREVOIRS DE S.E Dr CORINNA FRICKE AMBASSADRICE D'ALLEMAGNE AU MINPMEESA

L'audience accordée le 21 mai 2025 à S.E. Dr Corinna FRICKE Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Cameroun, par le Ministre des PME, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat Achille BASSILEKIN III, s'est inscrite dans le cadre de son départ définitif du Cameroun. Cette visite a permis aux deux personnalités de faire un tour d'horizon sur la coopération bilatérale des deux pays dans le domaine des PMEESA.

Cette audience a été l'occasion pour le MINPMEESA de solliciter auprès de l'Allemagne, l'accompagnement technique du PAD-PME ; la dynamisation de la coopération sectorielle en participant au sommet Allemagne/Afrique organisé tous les 02 ans par l'initiative subsaharienne de l'industrie allemande (SAFRI) et Afrika-Verein, association qui regroupe les entrepreneurs allemands ; le renforcement des capacités des PME dans le domaine de la mécanique automobile ; l'accompagnement dans la mise en place d'un réseau des PME spécialisées dans les métiers des énergies renouvelables ; le renforcement des capacités digitales des structures d'incubation et l'accompagnement des cibles du MINPMEESA à l'acquisition des équipements nécessaires dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la mécanique automobile et des énergies renouvelables. Il faut dire que l'Allemagne est la 1ère puissance agroalimentaire de l'Union Européenne et le 2ème producteur agricole de l'UE. Son secteur agroalimentaire est la 4ème industrie du pays, les principales productions sont la viande, les produits laitiers, et la confiserie. Le pays est leader mondial du secteur automobile et



mécanique et, dispose des PME intervenant dans toutes les chaînes de montage. L'Energie éolienne et photovoltaïque a permis à l'Allemagne de couvrir plus de 43% de sa consommation électrique en 2019. S'agissant de l'Innovation technologique, les PME allemandes sont les plus innovantes d'Europe et participent au leadership du pays dans ce domaine. Au niveau de l'agroalimentaire, l'expérience allemande peut permettre aux PME faisant dans les produits laitiers d'améliorer leurs productions et de répondre efficacement à la demande locale. A cet effet, les PME camerounaises pourraient bénéficier de l'expertise allemande en mécanique automobile, surtout concernant les véhicules de marque allemande. Au niveau des énergies éolienne et photovoltaïque, l'Allemagne pourrait permettre au Cameroun de répondre au déficit énergétique en vue d'une meilleure couverture énergétique comme escompté dans la SND 30. Le Cameroun pourrait capitaliser le savoir-faire allemand dans la structuration du secteur des PMEESA, notamment en termes d'innovation technologique, de compétitivité des PMEESA et des Chambres de Métiers de l'Artisanat.

MATURATION DU PROJET DE MISE EN PLACE DES PARCS INDUSTRIELS SPÉCIALISÉS BOIS

Le Directeur du Bureau Sous Régional pour l'Afrique Centrale au MINPMEESA

L'audience accordée par le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, Achille BASSILEKIN III au Directeur du Bureau Sous Régional pour l'Afrique Centrale (BSR-AC/CEA) M. Jean-Luc MASTAKI NAMEGABE, avait pour but de revisiter et redynamiser la coopération entre les deux institutions.

Cette audience qui intervient après celle de 2021, a donné l'occasion aux deux personnalités de passer en revue les dossiers en cours entre les deux parties. Il a été principalement question pour le Ministre des PMEESA de solliciter l'appui de la CEA dans la réalisation d'un certain nombre d'activités inscrites dans sa Feuille de Route 2025, notamment la maturation du projet de mise en place des Parcs Industriels Spécialisés Bois (PIS-Bois) portés par quatre (04) communes locales ; l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités des exécutifs communaux et régionaux sur la promotion de l'économie sociale et la participation aux fora des femmes entrepreneures dans les circuits du commerce international. Il pourra également solliciter la CEA dans le cadre de la réalisation d'études et d'analyses dans des secteurs



d'intérêt commun : un certain nombre de projets d'études entrepris par le MINPMEESA pourraient être soumis à l'accompagnement de la CEA, notamment l'étude sur la structuration des mécanismes de financement innovants des PMEESA ; l'étude sur la mise en place du cautionnement mutuel comme mécanisme de financement de l'artisanat ; l'étude sur l'opérationnalisation d'un Fonds de Promotion des PME au Cameroun et l'étude sur le projet d'appui à la mise en œuvre du statut de l'entrepreneur au Cameroun. En rappel, la CEA met l'accent sur l'élaboration et l'opérationnalisation des zones économiques spéciales (ZES) de nouvelle génération. Un symposium a été organisé à Douala du 21 au 23 janvier 2025 sur l'harmonisation des cadres pour ces ZES dans le but de contribuer à une industrialisation inclusive et durable.

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Cameroun fait rayonner la diplomatie africaine

Adoptée par consensus, la résolution camerounaise propulse l'imagerie médicale au cœur de la couverture santé universelle dans les pays en développement

Dans une démonstration éclatante de leadership diplomatique et d'engagement en faveur de la santé mondiale, la délégation camerounaise sous la conduite du Dr MANAOU DAMALACHIE à la 78^e Assemblée mondiale de la santé (AMS78) a marqué un tournant majeur pour les systèmes de santé des pays à revenu faible et intermédiaire. Le projet de résolution sur le renforcement des capacités d'imagerie médicale, parrainé par le Cameroun et cosponsorisé par l'Arménie, le Burkina Faso et le Brésil, a été adopté ce jour 24 mai 2025 à Genève par consensus à la Commission A, sous le Pilier 1, point 13.3.

Une victoire stratégique pour la santé publique mondiale

Portée avec conviction par le Cameroun, cette résolution historique reconnaît l'imagerie médicale non plus comme un luxe technologique, mais comme une clé de voûte de la santé publique moderne, cruciale pour le diagnostic précoce, le traitement efficace et le suivi des maladies chroniques et infectieuses, notamment les cancers, les AVC et les complications obstétricales.

« Défendre un avenir défini par la vision et sauver des vies, » a déclaré le Patron de la santé du Cameroun dans sa déclaration officielle. « Cette résolution reflète notre engagement indéfectible face au fardeau croissant des maladies non transmissibles et à l'urgence de bâtir des systèmes de



santé résilients et équitables. »

Un enjeu vital pour l'Afrique et le monde

Loin d'être purement technique, cette résolution s'inscrit dans un enjeu vital de justice sanitaire. Dans les pays africains comme le Cameroun, le manque d'accès à l'imagerie se traduit concrètement par des taux de mortalité par cancer deux fois plus élevés que dans les pays à revenu élevé. L'absence de radiologie dans de nombreuses zones rurales prive les femmes de diagnostics obstétricaux essentiels et les victimes d'AVC de traitements urgents. Or, selon des études récentes, chaque dollar investi dans l'imagerie en Afrique

rapporte plus de 21 dollars en bénéfices sanitaires et économiques. Il s'agit donc d'une stratégie gagnante pour faire progresser la couverture santé universelle (CSU), objectif central de l'agenda 2030 pour le développement durable.

Des actions concrètes attendues

La résolution adoptée appelle les États membres à : Investir durablement dans les équipements, infrastructures et personnels formés en imagerie médicale ; Développer l'usage de technologies abordables, innovantes et portables, notamment basées

sur l'intelligence artificielle ; Intégrer les services d'imagerie dans les plans nationaux de santé et les politiques de CSU ; Promouvoir la téléradiologie et la santé numérique pour toucher les zones reculées ; Et établir des normes de sécurité, de qualité et de traçabilité au niveau mondial.

Un leadership reconnu sur la scène internationale

Avec cette résolution, le Cameroun s'impose désormais comme un acteur clé de la diplomatie sanitaire mondiale. Il démontre que les pays africains ne sont pas seulement des bénéficiaires de l'aide au développement, mais des sources d'initiatives normatives audacieuses et inclusives, capables d'inspirer le changement à l'échelle planétaire. Ce succès à Genève intervient alors que le monde se prépare à la réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles en 2025. Grâce à cette avancée, le Cameroun a posé les bases d'une réponse mondiale coordonnée, innovante et équitable, plaçant la vision au cœur de l'action pour sauver des vies. Le message est clair : ce n'est pas de la charité, c'est une stratégie. Et avec le soutien de l'OMS, cette stratégie peut changer la donne pour des millions de vies à travers le monde.

CELCOM MINSANTÉ



AUDIENCE

Les aurevoirs de l'Ambassadeur d'Allemagne au MINPROFF

L'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Fédérale d'Allemagne au Cameroun, Dr Corinna Fricke en fin de séjour au Cameroun a été reçu en audience le 21 mai dernier par le Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, Pr Marie Thérèse Abena Ondo. Au cours de cette audience, les deux personnalités ont échangé sur le bilan de la coopération entre le Cameroun et l'Allemagne, notamment des avancées et des défis liés à la promotion des droits des femmes et à leurs participations politique.

Dans une ambiance empreinte de respect et d'amitié, le Pr Marie Thérèse Abena Ondo, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille, a reçu ce mercredi 21 mai 2025, Dr Corinna Fricke, Ambassadrice Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun. Cette rencontre, qui s'est tenue dans les locaux du Minproff, a permis de faire le bilan des cinq années de collaboration entre les deux pays sur les questions liées à l'émancipation des femmes et à la famille. Au cours de l'audience, les deux personnalités ont échangés sur les initiatives fructueuses mises en place pour renforcer le leadership féminin et encourager la participation politique des femmes camerounaises. Pr Abena Ondo a souligné l'importance de ces programmes dans un contexte où l'égalité des sexes demeure un défi majeur. Dr Corinna Fricke, visiblement émue par son départ imminent, a partagé ses réflexions sur son expérience au Cameroun. Elle a déclaré : «J'emporte avec moi une collection précieuse d'impressions de réussite et de personnalités inspirantes. Madame la Ministre est l'une des figures les plus impressionnantes que j'ai rencontré. Je crois fermement que les femmes ne sont pas des victimes,



mais qu'elles possèdent un potentiel immense qui doit être exploité pour le bien de la société.» L'Ambassadrice a également évoqué son engagement à soutenir les jeunes femmes dans leur parcours professionnels, rappelant son propre cheminement en tant que femme diplomate. «Mon expérience m'a appris que les femmes peuvent atteindre des sommets inespérés. Je suis convaincue qu'il est crucial

d'inspirer les jeunes générations à croire en leurs capacités.» Les discussions ont également portées sur la participation imminente des femmes du Minproff au Sommet mondial des Femmes qui se tiendra à Berlin du 3 au 5 juillet 2025. Ce rendez-vous international représente une opportunité unique pour renforcer la voix des femmes camerounaises sur la scène mondiale. Le Pr Marie

Thérèse Abena Ondo a remercié Dr Corinna Fricke pour son dévouement et son soutien indéfectible durant son mandat. Le départ de l'Ambassadrice marque non seulement la fin d'une mission diplomatique, mais aussi le début d'une nouvelle ère de coopération entre le Cameroun et l'Allemagne pour l'émancipation des femmes.

Lionel Ayie



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA BIODIVERSITÉ 2025

Actions et réalisations du Cameroun

Le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, Pierre Hélé, a présidé, le 22 mai dernier à Yaoundé, la Journée Internationale de la Biodiversité, véritable vecteur de l'éducation des masses et de la construction des consciences pour les populations; davantage un moment de réflexion et de partage sur une des problématiques qui constituent le triple fléau planétaire que connaît le monde de nos jours, à savoir : la perte de la biodiversité, les pollutions et les changements climatiques.

Le Cameroun s'est joint, le 22 mai 2025, à la communauté internationale, pour commémorer la 25^e édition de la Journée Internationale de la Biodiversité, sous le thème : «Harmonie avec la Nature et Développement Durable». Selon le Ministre de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, Pierre Hélé, qui l'a présidée, le 22 mai dernier à Yaoundé, cette importante journée est un véritable vecteur de l'éducation des masses et de la construction des consciences pour nos populations. Mieux, un moment de réflexion et de partage sur une des problématiques qui constituent le triple fléau planétaire que connaît le monde de nos jours, à savoir : la perte de la biodiversité, les pollutions et les changements climatiques. En effet, la Journée Internationale de la Biodiversité, célébrée depuis sa proclamation officielle en 2000 par l'Assemblée générale des Nations Unies, pour commémorer l'adoption de la Convention sur la Diversité Biologique lors du sommet de Rio en 1992, offre toujours une occasion de plus pour sensibiliser le grand public sur la valeur de la biodiversité et son importance pour le bien-être humain ainsi que le rôle vital de la biodiversité dans le maintien de la vie sur terre. Le thème de la édition 2025 s'inscrit ainsi dans un contexte d'action accélérée, pour la mise en œuvre effective du Cadre Mondial de la Biodiversité Kunming-Montréal, adopté lors de la quinzième réunion de la Conférence des Parties sur la Diversité Biologique en 2022. Ce thème fait état de l'interdépendance entre la nature et l'épanouissement multiforme de l'homme. «Il nous interpelle à repenser notre modèle de développement qui devrait prendre en compte la biodiversité, voire s'inspirer de la nature. Il nous interpelle, non seulement comme décideurs publics, mais aussi comme citoyens, à intégrer les valeurs de la nature dans chacune de nos décisions : économiques, sociales, culturelles et territoriales pour un développement durable effectif», a indiqué le Ministre Pierre Hélé.

Méga diversité du Cameroun et actions du Minepded

Il est important de rappeler que l'évaluation nationale de la biodiversité et des services écosystémiques, validée en 2022, confirme que le Cameroun est un pays à méga-biodiversité, d'une richesse écologique exceptionnelle constituée de plus de 92% des types d'écosystèmes d'Afrique. «La biodiversité de notre pays compte plus de 9000 espèces végétales reconnues, dont plus de 10% sont endémiques et héberge plus de 3 500 espèces animales dont plus de 271 sont endémiques, sans oublier les espèces de champignons qui sont plus de 1150», a-t-il précisé, avant de relever que les écosystèmes du Cameroun offrent des services écosystémiques dont dépendent 80% de la population rurale pour son approvisionnement en aliments, matériaux de construction, plantes médicinales et pour des besoins culturels. Dans la même veine, 58% de cette population est engagée dans la collecte de produits forestiers non ligneux (PFNL). Cependant, et malheureusement, cette



unique diversité biologique connaît une perte continue et croissante. La perte de la fertilité des sols est actuellement estimée à 50% des régions de l'extrême nord, du nord et du Nord-ouest respectivement parties intégrantes des écosystèmes semi-aride et de montagnes. «Les projections de nos orientations de développement entre 2015 et 2050, basées sur les modèles de développement, indiquent la perte d'au moins 20% de la biodiversité sur environ 60% du territoire national. Malgré ces menaces, le Cameroun, pays partie à la Convention sur la Diversité Biologique et à ses protocoles de Cartagena sur les risques biotechnologiques et de Nagoya sur l'accès et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, a réalisé des progrès notables. On peut citer entre autres : la création d'aires protégées : le Cameroun a établi deux aires protégées marines et 103 aires protégées terrestres, représentant 22% de son territoire national, dépassant ainsi l'objectif international de 17 % de la dernière décennie, la restauration des écosystèmes : le pays s'est engagé à restaurer 12 millions d'hectares de terres dégradées, contribuant ainsi à l'objectif mondial de restaurer 350 millions d'hectares d'ici 2030 et 100 millions d'hectares pour l'Afrique. A cet effet, 3 millions d'hectares sont déjà restaurés, sur les 12 millions ciblés, le renforcement de la coordination intersectorielle et les synergies entre les acteurs pour marquer sa volonté politique, le Cameroun a mis sur pied un Comité National Permanent de la Biodiversité pour la coordination de l'élaboration et de la mise en œuvre des Stratégies et Plans d'Action Nationaux de la Biodiversité (NBSAP). De même, la stratégie du Data Reporting Tool (DaRT) a été élaborée pour une meilleure gestion de l'information sur la biodiversité et l'établissement des rapports sur les différents Accords Multilatéraux sur l'Environnement relatifs à la biodiversité, la consolidation du cadre législatif de la gestion des risques biotechnologiques : notre pays a promulgué en mars dernier la loi régissant la biosécurité au Cameroun qui permet de répondre aux enjeux de l'heure, relatifs à la prévention et à la lutte contre les invasions biologiques, la révision de la deuxième version de la Stratégie et Plan d'Action National de la Biodiversité (NBSAP II) : aujourd'hui, alors que la phase opérationnelle du Cadre Mondial de la Biodiversité Kunming-Montréal est entamée, le Cameroun avec une détermination renouvelée est engagé dans



la révision du NBSAP II avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Ainsi, le Cameroun a défini 05 axes stratégiques et 28 objectifs nationaux de biodiversité alignée aux 23 cibles mondiales d'actions fixées pour 2030», a informé le Minepded. Le Cameroun, pour traduire ces objectifs nationaux de biodiversité en résultats durables, a besoin de définir un plan de financement. «Le déficit en financement de la biodiversité de 700 milliards de dollars par an, déclaré pour l'atteinte des objectifs du Cadre Mondial, interpelle à plus d'un titre à réfléchir sur comment subvenir à nos besoins en financement sachant que si nous voulons préserver demain nous devons investir aujourd'hui », a-t-il relevé. Il s'agit donc d'une situation qui appelle à un changement de paradigme en multipliant les efforts de mobilisation des financements propres. Toutefois, le Cameroun envisage de renforcer la coopération bilatérale et explorer dès leur formalisation les opportunités de financement établies à la COP16 à Cali en

Colombie et à Rome en Italie, notamment : le «Fonds Cali», pour assurer un partage équitable des bénéfices issus de l'utilisation des informations du séquençage numérique (DSI), avec une part significative allouée aux communautés locales et autochtones, le mécanisme de financement de la biodiversité sous l'autorité de la Conférence des Parties pour la mobilisation des ressources en appui aux pays en développement. «Je saisis donc cette occasion pour lancer un appel à une action collective en faveur de la biodiversité, une synergie renforcée entre vous tous les acteurs clé ici présents : secteur public, secteur privé et financier, société civile, chercheurs, jeunes, peuples autochtones et communautés locales, unissons nos efforts pour protéger notre capital naturel commun. Protéger la biodiversité, c'est investir dans notre avenir. La biodiversité, c'est notre vie et la clé d'un avenir durable, j'en appelle donc à une prise de conscience collective pour sa préservation», a-t-il lancé.

Arianne TSAMO

Mme Eloundou Joséphine, Inspecteur général au Minepded et point focal de la convention sur la diversité biologique

Nous sommes aujourd'hui le 22 MAI, c'est la journée internationale de la biodiversité. Il s'agit d'une journée qui a été consacrée par les nations unies pour que les pays puissent réfléchir sur cette problématique qui est la biodiversité, devenue aujourd'hui tout un fléau. Le monde entier parle d'un triple fléau planétaire, dont la perte de la biodiversité, le changement climatique et les populations. La journée d'aujourd'hui, permet également aux pays qui ont signé la convention sur la Diversité Biologique de la célébrer et de profiter une fois de plus pour sensibiliser les populations et toutes les parties prenantes sur la valeur de la biodiversité et son importance pour le bien-être humain ainsi que le rôle vital de la biodiversité dans le maintien de la vie sur Terre. L'édition 2025 a pour le thème « Harmonie avec la Nature et Développement Durable ». Il s'inscrit dans un contexte d'action accélérée pour la mise en œuvre effective du Cadre Mondial de la Biodiversité Kunming-Montréal, adopté lors de la quinzième réunion de la Conférence des Parties sur la Diversité Biologique en 2022. Ce thème fait état de l'interdépendance entre la nature et l'épanouissement multiforme de l'homme.



Il nous interpelle à repenser notre modèle de développement qui devrait prendre en compte la biodiversité, voire s'inspirer de la nature. Il nous interpelle, non seulement comme décideurs publics, mais aussi comme citoyens, à intégrer les valeurs de la nature dans chacune de nos décisions : économiques, sociales, culturelles et territoriales pour un développement durable effectif. D'où le signal fort lancé par le Ministre Hele Pierre.

COMMUNE D'OKOLA

Aline Modassié : une femme d'Impact à la tête de l'Ofrdpc

La Présidente de l'OFRDPC de la Lekié Sud, véritable source d'inspiration du leadership féminin et modèle de réussite pour les futures générations, est un témoignage de la force et du potentiel des femmes dans le développement socio-économique, dans cette commune située dans le département de la Lekié, région du Centre. La célébration de la 53e édition de la Fête de l'unité nationale, le 20 mai dernier, a permis au public, une fois encore, d'apprécier le dynamisme légendaire et le savoir-faire qui caractérisent cette grande dame à la main sur le cœur.

Si il y a un modèle de réussite au féminin dans le département de la Lekié, région du Centre, Aline Modassie en est un. La célébration de la 53e édition de la Fête de l'unité nationale, le 20 mai 2025, a permis au public, une fois encore, d'apprécier le dynamisme et le savoir-faire qui caractérisent cette grande dame à la générosité légendaire. Présidente de l'Organisation des Femmes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (OFRDPC) de la Lekié Sud, elle incarne l'esprit de résilience et d'engagement des femmes dans le développement local. Son parcours est un exemple d'inspiration du leadership féminin dans le Centre, une région où les défis socio-économiques sont nombreux. Sous sa direction, l'OFRDPC a mis en œuvre plusieurs initiatives visant à améliorer les conditions de vie des femmes rurales. Aline croit fermement que l'autonomisation des femmes est essentielle pour le développement durable. Elle a initié des programmes de formation sur l'entrepreneuriat, la santé reproductive et l'éducation, permettant ainsi aux femmes de prendre leur destin en main. Les actions d'Aline Modassie ont non seulement transformé la vie de nombreuses femmes, mais ont également eu un impact positif sur l'ensemble de la communauté. En favorisant l'accès à des ressources et à des formations, elle contribue à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie dans la Lekié Sud.



Un modèle pour les futures générations

Aline Modassie est un modèle pour la jeunesse de sa région. Elle encourage les jeunes filles à poursuivre leurs études et à s'engager dans des initiatives communautaires. Son message est clair : les femmes ont un rôle crucial à jouer dans le développement de leur communauté, et chaque effort compte. Aline Modassie illustre parfaitement comment une femme, par son leadership et son engagement, peut catalyser des changements significatifs. Son travail à la tête de l'OFRDPC de la Lekié Sud est un témoignage de la force et du potentiel des femmes dans le développement socio-économique. Grâce à des femmes comme elle, l'avenir semble prometteur pour les générations à venir.

Arianne TSAMO



APPUI À LA RÉSILIENCE SOCIO-ÉCONOMIQUE DES JEUNES

La GIZ révisé sa stratégie d'insertion en faveur des jeunes vulnérables

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique recevait en audience le 16 mai dernier, la mission de formulation de la 4e phase du Projet d'Appui à la Résilience Socio-Economique des Jeunes Vulnérables du Nord (PARSE), conduite par le Dr. Rico LANGHEHEINE, Directeur régional de la GIZ et dont le projet vise à améliorer la résilience des jeunes à travers la promotion des activités socio-professionnelles et l'intégration économique de la jeunesse.

Au menu des échanges, la restitution des travaux issus de la coopération Germano-Camerounaise dans le cadre du démarrage de la 4eme phase du PARSE. Celle-ci intervient à la suite d'une précédente mission effectuée par le partenaire Allemand de la Bureau régional GIZ Yaoundé au Minjec qui visait à s'inspirer de la politique du Minjec à l'endroit de la jeunesse afin d'élaborer une meilleure planification stratégique avec un contenu assez diversifié.

Au terme de cette séance de restitution, l'on note déjà quelques activités retenues dans le cadre de cette phase, avec notamment des activités de formation. Celles-ci auront pour objectif de faciliter l'expansion des municipalités à travers la sélection des communes ayant un impact particulièrement sévère sur le changement climatique et de responsabiliser les municipalités.

Pour relever le défi lié aux changements climatiques, un accent particulier sera mis sur la promotion des chaînes de valeurs et la création des espaces verts au sein des communes les plus vulnérables. Il sera également question de responsabiliser au maximum les communes afin qu'elles puissent prendre en main la gestion autonome des projets. Ces municipalités seront alors outillées à la prise en main des jeunes et à la gestion de crise liée aux changements climatiques.

Au terme de ces échanges, le



Ministre Mounouna Foutsou a également émis un ensemble de recommandations visant à améliorer le projet, il a ainsi suggéré d'emblée la prise en compte de certaines filières aux regards des problèmes rencontrés tels que les inondations, en insistant sur le coaching des jeunes financés et la promotion des chaînes de valeurs (les clusters) autour des filières porteuses. Il suggère à cet effet, une sélection des communes qui se sont démarquées depuis la phase 1, 2 et 3 dans le développement de ces filières à l'effet de créer un forme de compétitivité au sein de ces communes.

RECONSTRUCTION DE LA FALAISE DE DSCHANG

Le MINTP appelle à un esprit civique pour la sécurité sur le site des travaux

C'est au cours d'une réunion d'évaluation présidée le 22 mai 2025 par le Ministre des Travaux Publics, que la nécessité de renforcer la sécurité du site des travaux de construction de la traversée, dans le but d'assurer d'une part, la sécurité des usagers et de permettre une bonne exécution des travaux d'autre part, a été évoquée. Cette évaluation a également été l'occasion pour les acteurs d'apprécier l'avancement des travaux.



Cette concertation tenue en présentiel pour les responsables du MINTP et en visioconférence pour les équipes opérationnelles, a abouti à des décisions importantes pour la sécurisation du site des travaux. En effet, les principales mesures adoptées, au regard de la complexité des sols, concernent le respect strict des panneaux de signalisation

routièr, la fermeture de la déviation actuelle et la restriction d'accès au chantier pour les véhicules non autorisés. Ces dispositions du Maître d'Ouvrage visent à protéger les usagers de la route, l'entreprise des travaux (China First Highway Engineering Corporation) ainsi que la Mission de Contrôle (ECTABTP) pendant l'exécution des travaux. Le projet exécuté dans un environnement

géotechnique instable sur la Régionale R0606 Bamougoum - Dschang - Santchou, présente en effet des risques accrus qui nécessitent une vigilance permanente. La densité du trafic et la circulation incontrôlée de véhicules divers constituent donc des facteurs aggravants. Ces mesures vont contribuer à l'accélération du rythme des travaux, à l'optimisation des conditions

d'intervention et à la réduction significative des risques accidentogènes. La concertation présidée par le Ministre des Travaux Publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, a en outre permis de faire le point sur l'avancement des travaux. Pour cela, des instructions ont été formulées en ce qui concerne les remblais en cours.

Celcom Mintp

ENTRETIEN DE LA NATIONALE N°10

L'entreprise SOMAF maintient la cadence de ses travaux le long de l'itinéraire

Les travaux d'entretien confortatif de la Nationale N°10, engagés le 15 octobre 2024 pour une durée prévisionnelle de 15 mois, sont exécutés à 36,62 %. Pour atteindre les objectifs visés par le Maître d'ouvrage, l'itinéraire a été divisé en quatre sections.



Malgré le léger retard enregistré dans l'exécution des travaux, l'entreprise en charge du projet poursuit activement ses interventions, notamment avec les travaux d'assainissement, le bouchage des nids de poule et le traitement des points critiques, en particulier sur la section urbaine. À date, 47 % des délais prévus ont été consommés, contre un avancement physique global de 36,62 %. Les différentes sections du chantier présentent des progressions variables

: Section urbaine, Ahala - Nkoabang) : 29,68 %, Section 2 Nkoabang - Ayos : 34,00 %, Section 3 Ayos - Abong-Mbang : 62,29 % et Section 4, Abong-Mbang - Bonis : 12,83 %. Les tâches réalisées par l'entreprise SOMAF portent précisément sur le défrichage, la réparation des nids de poule, les travaux d'assainissement et le traitement des points critiques. Les travaux de défrichage affichent une progression globale de 61,31 %, avec des divergences selon les tronçons. La Section 1 enregistre 75% avec 2 232,15 ml traités. La Section

3 enregistre un avancement de 109 % avec 12 062 ml traités. Les prestations liées au traitement des nids de poule sont globalement bien engagées, avec un taux d'exécution de 79,43 % sur l'ensemble du tracé. Le traitement des nids de poule est achevé sur la section 1. L'on constate que 51,86 m² ont été réparés sur la Section 2. La troisième section (30,55 %) fait état de 2 206,86 m² traités, la Section 4 achevée révèle 495 m² réhabilités. S'agissant des points critiques en cours de traitement sur la section urbaine, deux zones concentrent

actuellement les efforts des équipes : Rond-point Tropicana où la pose d'un dalot préfabriqué est en cours, avec le début des excavations et Carrefour de l'Amitié où la chaussée a été entièrement traitée (100 %). De manière générale, l'entreprise est appelée à accélérer la cadence des travaux sur les sections les moins avancées (notamment la Section 4) nonobstant les conditions météorologiques et les éventuelles contraintes qui pourraient influencer la suite des opérations.

Celcom Mintp

AUDIENCE

Le MINEE reçoit l'Ambassadeur de Chine en fin de mission

Le mercredi 21 mai 2025, le Ministre de l'Eau et de l'Énergie, S.E.M. Gaston Eloundou Essomba, a reçu en audience d'adieu l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Cameroun, S.E.M. Wang Yingwu, en fin de mission diplomatique dans le pays.



Les échanges entre les deux personnalités ont permis de revisiter les axes majeurs de la coopération bilatérale dans le secteur de l'eau et de l'énergie. Ils ont particulièrement salué les avancées notables enregistrées ces dernières années, fruits d'un partenariat stratégique fructueux entre les deux pays.

Parmi les projets structurants évoqués :

Le Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS), financé par un prêt concessionnel de la China Eximbank et réalisé par l'entreprise chinoise SINOMACH. Ce projet emblématique vise une production journalière de 300 000 m³ d'eau potable, extensible à 400 000 m³, au bénéfice de plusieurs localités autour de la capitale.

Le Projet d'approvisionnement en eau potable dans neuf villes camerounaises, exécuté par CGCOC avec financement chinois, qui a amélioré significativement l'accès à l'eau durant sa première phase dans les villes de Sangmelima, Kribi, Bafoussam et Bamenda (phase achevée) et durant sa seconde phase qui se poursuit dans les villes de Maroua, Garoua, Garoua Boulai, Dschang et Yabassi. Au sortir de l'audience, l'Ambassadeur Wang Yingwu a déclaré : « Je suis très heureux de mon séjour au Cameroun, un beau pays accueillant qui est résolument tourné vers la voie de l'émergence. » Ce moment d'au revoir s'est voulu chaleureux et empreint de reconnaissance mutuelle, illustrant la solidité des relations diplomatiques entre la Chine et le Cameroun.

Celcom MINEE



COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Accord parfait entre le Maire Augustin BALA et le Délégué Général de l'Association Internationale des Maires Francophones

En visite de travail au Cameroun, M. Frédéric VALLIER, Délégué Général de l'AIMF a visité le complexe multisports de Ngoulmekong, fleuron de la coopération Franco-Camerounaise, le mercredi 21 mai 2025

C'était sous la présence effective du Sous-préfet de l'Arrondissement de Yaoundé 5, de la représentante du Ministre de l'habitat et du développement Urbain, de l'honorable Députée à l'Assemblée Nationale, du Sénateur suppléant du Mfoundi, des conseillers municipaux de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 5, des Chefs traditionnels, des responsables des services de la Mairie de Yaoundé 5 et de nombreux jeunes sportifs. Après l'accueil chaleureux réservé à l'hôte du jour, la visite du Délégué Général de l'AIMF en elle même a été séquencée en quatre phases à savoir : une phase discursive, une phase traditionnelle et symbolique, une phase de remise de cadeaux et une phase de visite guidée.

S'agissant de la phase discursive, elle a tour à tour été meublée par le mot de bienvenue du Maire Augustin BALA, la présentation du complexe multisports de Ngoulmekong et de son fonctionnement par la coordonnatrice du complexe multisports et enfin l'allocation de circonstance du Délégué Général de l'AIMF. En ce qui concerne la phase traditionnelle et symbolique, il faut relever que le Délégué Général de l'AIMF a été annobli au titre de Grand Notable de la chefferie de 2e degré de Yaoundé 5 par les Chefs traditionnels de la Commune de Yaoundé 5 au terme d'un rituel obéissant aux us et coutumes des peuples Ekang savamment conduit par le président de l'association des

chefs traditionnels de Yaoundé 5. Pour ce qui est de la phase consacrée à la remise des cadeaux, le Maire Augustin BALA, fidèle à sa tradition de ne jamais laisser repartir un hôte de marque les mains vides de Yaoundé 5 a remis au Délégué Général de l'AIMF au nom de toutes les populations de Yaoundé 5, des présents hautement symboliques. Au titre de l'étape de la visite guidée, le premier magistrat municipal de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 5 a non seulement présenté au Délégué Général de l'AIMF les infrastructures qui existent déjà au sein du complexe multisports de Ngoulmekong à savoir : l'aire de breakdance, l'aire de basket et le skate Park mais aussi et surtout les maquettes: du futur city stade, de

la piscine municipale, du bâtiment administratif et de l'aire de tennis sans manquer de porter le playdoyer auprès du Délégué Général de l'AIMF que la matérialisation

des maquettes sus-mentionnées rendra le complexe multisports de Ngoulmekong complet, ce qui fera le bonheur de la jeunesse de Yaoundé 5 et partant celle de tout Yaoundé.



DÉFENDRE LE DROIT À LA SANTÉ POUR TOUS

L'OMS aux côtés du MINHDU

Le ministre de l'Habitat et du Développement urbain a reçu en audience, le jeudi 15 mai 2025, une délégation conduite par le nouveau Représentant résident de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Dr Maragan Monzon BAGAYOKO.



Une visite de courtoisie, mais aussi de présentation des priorités du nouveau Représentant de l'OMS au Cameroun. La santé en milieu urbain est un enjeu majeur, soumis à divers déterminants, notamment les déterminants environnementaux avec la question de la gestion des déchets. Le Dr BAGAYOKO a relevé la santé est un tout, donc il est nécessaire de s'ouvrir aux autres secteurs pour véritablement adresser les problèmes sanitaires, tels que les épidémies récurrentes en milieu urbain. Le non respect des normes d'urbanisation est justement l'une des causes évoquées, de la recrudescence de maladies telles que le choléra et le paludisme. Mme le MINHDU s'est dite très heureuse et a salué l'engagement du nouveau Représentant résident, à continuer l'œuvre de son prédécesseur. Elle a rappelé que la collaboration entre l'OMS et son département ministériel est longue de plusieurs années déjà et que

beaucoup reste encore à faire ensemble au regard des nombreux défis, à l'instar de la croissance démographique et l'urbanisation rapide. En rappel, l'OMS est un partenaire majeur du MINHDU lors de la célébration par notre pays de la Journée Mondiale de l'Habitat (JMH). L'édition 2025 qui se célèbre du 30 juin au 07 juillet à Bafoussam va certainement compter une fois de plus, sur l'OMS pour récompenser les femmes et les jeunes les plus dynamiques des dix régions de notre pays



BACCALAURÉAT ET PROBATOIRE TECHNIQUES

Sérénité pour les 111 000 candidats camerounais

Le Secrétaire d'État auprès du Ministre des Enseignements secondaires l'a confié le 22 Mai à Yaoundé, au terme de la visite des Centres et des Sous-centres d'écrit et de pratique de la cité Capitale. Au soutien de cette confiance et de cette assurance de Boniface Bayaola qu'accompagnait le Directeur de l'Office du Baccalauréat du Cameroun (OBC), Étienne Roger Minkoulou, l'organisation jugée satisfaisante, le constat des dispositions prises par les différents intervenants, les informations de terrain ainsi que l'aisance affichée des candidats.



Quatre Centres et sous-centres d'examens de la ville de Yaoundé en sus des informations de terrain ont suffi au Secrétaire d'État auprès du Ministre des Enseignements secondaires, en charge de l'enseignement normal (SEESEN) pour évaluer le déroulement du Baccalauréat, du Brevet des techniciens et du probatoire de l'enseignement technique en cours. Au total, un peu plus de 111000 candidats à ces trois examens passent des épreuves depuis le 21 Mai courant. Les épreuves pratiques pour le probatoire et l'écrit pour le Baccalauréat

et le Brevet des techniciens. Pour des besoins d'évaluation du déroulement et comme l'exigent les usages en la matière, le N°2 du MINESEC s'est déployé à Yaoundé. Boniface Bayaola s'est rendu tour à tour au Lycée technique bilingue commercial et industriel, au Lycée technique bilingue de Nsam, au Lycée technique d'Ekounou et au Lycée technique de Nlongkak. À chacune des étapes, une pléthore de questions aux différents intervenants, notamment aux chargés de mission, au Chefs de Centre ainsi qu'aux Chefs de Secrétariat. L'essentiel des questions

tournant autour des effectifs, des absents, des motifs d'absence, de la disponibilité du matériel, de l'état des machines, du nombre de candidats par salle, etc. Le membre du gouvernement a également pris soin de questionner les dispositions prises par l'OBC dans le sens de désintéresser les examinateurs dans les délais. Aussi, a-t-il instruit qu'une réflexion soit menée sur la qualité du matériel utilisé. Quelques irrégularités constatées, mais sans grande influence sur le déroulement. Il s'agit, entre autres, de l'insuffisance de l'éclairage

de certaines salles, de l'inadaptation des tables dans certains centres pour la coupe (IH), de l'encadrement jugé approximatif des candidats passant une épreuve de 8h d'horloge. Face à ces manquements, le membre du Gouvernement a donné de fermes instructions de remédiation.

Rappelons que la session des examens et concours officiels 2025, entamée le 13 Mai par le concours d'entrée en 6e et en 1ère année de l'enseignement technique, se poursuit avec le lancement du Baccalauréat de l'enseignement général la semaine prochaine.

